

**RAPPORT N°2023/1-07
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023**

OBJET

CONVENTION D'OCCUPATION DE LOCAUX SITUES A LA JAMAÏQUE ENTRE LA CINOR ET SOCIETE ECOSTRILL (EX SNC POINT NET)

La CINOR est gestionnaire du site de la Jamaïque transféré de la Ville au titre de la compétence environnement où s'opèrent les prestations de transit de déchets ménagers de la ville de Saint-Denis.

Par délibération en date du 20 février 2003, le Conseil Communautaire a approuvé la signature d'une convention d'occupation de locaux situés à la Jamaïque par la SNC Point Net afin d'y installer et d'y exploiter deux machines de traitement de déchets hospitaliers.

La précédente convention avec la Société SNC POINT NET a été renouvelée suite à une décision du bureau communautaire en septembre 2019 et est arrivé à échéance le 24 janvier 2023.

Par courrier en date du 23 janvier 2023, la CINOR a été sollicité par la Société ECOSTRILL, issue de la fusion entre la SNC POINT NET et la Société ECOLYS, comme l'atteste la déclaration de changement d'exploitant joint en annexe, en vue d'une prolongation de la convention.

Trois locaux de 80 m², 90 m² et 120 m² soit un total de 290 m² environ sont utilisés aujourd'hui.

Le montant du précédent loyer était fixé mensuellement à 2 759.43 €. La révision du loyer pour 2023 est de 2 795.89€

Aussi, il est proposé de conclure une nouvelle convention avec la Société ECOSTRILL pour une durée de 12 mois à compter du 25 janvier 2023 au motif d'une activité de traitement de déchets hospitaliers.

Par conséquent, je vous demande :

- Approuver la conclusion de la convention d'occupation de locaux situés à la Jamaïque jointe annexe d'une durée de 12 mois.
- Approuver le montant de l'indemnité mensuelle versée à la CINOR par la Société ECOSTRILL à la somme de 2 795.89€ (Deux mille sept cent quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-neuf cents)
- Autoriser le Président à signer la convention d'occupation de locaux situés à la Jamaïque, soit 290 m² de la parcelle BL 89, au profit de Société ECOSTRILL jusqu'au 24 janvier 2024.
- D'autoriser le Président à signer et à mettre en œuvre tous les actes y afférent.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-07-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**DECISION N° 2023/1-07
du Bureau de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

OBJET

**CONVENTION D'OCCUPATION DE LOCAUX SITUES A LA JAMAIQUE ENTRE LA CINOR ET SOCIETE
ECOSTRILL (EX SNC POINT NET)**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1- 07 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la conclusion de la convention d'occupation de locaux situés à la Jamaïque jointe annexe d'une durée de 12 mois.

ARTICLE 2

D'approuver le montant de l'indemnité mensuelle versé à la CINOR par la Société ECOSTRILL à la somme de 2 795.89€ (Deux mille sept cent quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-neuf cents)

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer la convention d'occupation de locaux situés à la Jamaïque, soit 290 m² de la parcelle BL 89, au profit de Société ECOSTRILL jusqu'au 24 janvier 2024.

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer et à mettre en œuvre tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 15
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-07-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023